

CE MONDE QUI BOUGE

Yémen-Syrie
et l'axe
Ankara-Riyad

L'armée de Bachar, qui vient de subir deux revers en l'espace d'un mois dans le nord de la Syrie – chute d'Idlib (28 mars) et de Jisr Al-Choughour (25 avril) – tente, depuis quelques jours, de reprendre cette dernière localité où 120 militaires syriens, barricadés dans l'hôpital de la ville, résistent aux assauts des djihadistes du Front Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda. Depuis, l'armée syrienne a déployé d'importants moyens autour de Jisr Al-Choughour, ville proche de la frontière avec la Turquie, dont le gouvernement est favorable aux insurgés islamistes. Qui plus est, cette localité, sous contrôle des djihadistes, est située à quelques dizaines de kilomètres de la province de Lattaquié, fief du régime ; d'où l'enjeu de cette bataille pour tous les protagonistes syriens.



Par Hassane Zerrouky

Toutefois, sans le soutien de Riyad et Doha (Qatar) et d'Ankara, dont le territoire sert de base arrière et de transit en hommes et en matériels pour les djihadistes de tous bords, les forces de l'islamisme radical n'auraient pu progresser de manière si significative. Turcs, Saoudiens et Qataris, inquiets sans doute par le fait que Washington n'exclut plus de dialoguer avec Bachar Al-Assad, ont pesé de tout leur poids pour convaincre les groupes djihadistes d'unir leurs forces pour mettre en échec – et ils y sont parvenus – les tentatives du régime de Bachar de reprendre le contrôle du nord du pays et des quartiers est de la ville d'Alep qui échappent à son armée.

S'agissant du Yémen, ce sont les mêmes pays, Arabie Saoudite en tête, avec l'appui logistique d'Ankara et de Washington, qui sont à l'œuvre contre les Houthis chiites soutenus par l'Iran. La multiplication des raids aériens des Saoudiens et de leurs alliés, qui épargnent curieusement l'Aqpa (Al-Qaïda péninsule Arabique) n'a pas brisé la résistance des Houthis et ne les a pas poussés à céder du terrain. Ces derniers et leurs alliés, l'ex-président Saleh et ses forces qui ne sont pas chiites, occupent toujours Aden et pratiquement tout le nord du pays. Et pendant ce temps, malgré la mort de leur chef Maamoun Hatem et du responsable de la sécurité du groupe, Mohamed Saleh Al-Ghorabi, tués lundi dernier par un drone américain, l'Aqpa qui s'est constituée un petit émirat, poursuit sa structuration dans la région de Moukalla, chef-lieu de province tombée sous le contrôle des djihadistes le mois dernier.

Dans cette guerre menée au Yémen où le Maroc vient de perdre un avion F-16, guerre menée sans mandat onusien explicite, Riyad et ses alliés, qui bénéficient du parapluie américain (on ne le dit pas souvent), hantés par un Iran au faite de sa puissance, cherchent surtout à montrer leurs crocs à «l'ogre perse». Mais une chose est certaine, l'enlèvement des guette. Les monarchies du Golfe ont beau incriminer l'Iran, elles seront contraintes, tôt ou tard, de négocier une sortie honorable d'un conflit où aucun des protagonistes n'est en mesure de l'emporter.

Pour en revenir à la Syrie, le problème est plus délicat. Pour Ankara et, surtout Riyad, qui ont pesé de tout leur poids en faveur des insurgés islamistes d'Al-Nosra et de leurs alliés d'Ahrar Cham, mais aussi, en dépit de leurs dénégations en faveur de l'Etat islamique (EI), une solution politique basée sur un compromis entre le régime de Bachar et ses opposants serait considérée comme une défaite.

Pour l'heure, la seule chose de sûre est que la poussée djihadiste, soutenue par la Turquie et les pétromonarchies du Golfe, avec l'aval plus ou moins tacite de Washington et ses alliés, est en train de redessiner les lignes de front. L'extension des forces les plus radicales – le Front Al-Nosra dans le Nord-Ouest syrien et l'EI dans le nord du pays – et un régime de Bachar qui s'entête à croire à une issue militaire d'un conflit où les Syriens sont pris en otage, ne fera qu'accélérer le processus de confessionnalisation et de communautarisation du pays, entamé depuis l'été 2011, année où Washington et ses alliés, dont l'axe Ankara-Riyad, avaient parié sur un scénario à la libyenne.

Ajoutons que ce processus de confessionnalisation et de communautarisation est en train de s'étendre dangereusement à tout le Moyen-Orient comme on le voit en Irak et en partie au Yémen et qui, à terme, peut toucher l'Arabie Saoudite où les chiites, socio-politiquement marginalisés, représenteraient entre 20 et 30% de la population. Des chiites qui habitent l'est de l'Arabie où se trouvent les richesses pétrolières du pays. Juste en face de «l'ennemi perse»...

H. Z.

AMAR SAÂDANI AUX MOUHAFEDHS FLN :

«Bouteflika suit de près
la situation au parti»

La justice n'aura finalement pas tranché, hier mercredi, dans l'affaire du prochain congrès du Front de libération nationale à la suite de sa saisine par le groupe de Abderrahmane Belayat. C'est reporté au 20 mai prochain. Cela n'empêchera pas Amar Saâdani de faire montre, encore une fois, d'une imperturbable sérénité ! En fait, même les derniers détails relatifs au 10^e congrès, objet du litige, ont été finalisés.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Hier mercredi, Amar Saâdani réunissait au siège du parti, à Hydra, les mouhafedhs. Ces derniers, désormais au nombre de 118 avec la création des nouvelles mouhafadhas, se sont vu remettre, à l'occasion, toute la documentation inhérente au congrès prévu les 28, 29 et 30 mai prochains à la Coupole du Complexe olympique Mohamed-Boudiaf, à Alger. Notamment, le mode de désignation des congressistes.

Et sur ce plan, il a été décidé de désigner un seul participant par kasma, à savoir près de 1 800 en tout. Aussi, chacun des mohafedhs doit procéder à la désignation d'un quota de neuf congressistes composé de six femmes et de trois jeunes. Si l'on y ajoute les congressistes qui prendront part au rendez-vous du 28 mai ès qualités, en l'occurrence les ministres, les parlementaires, les membres du comité central et les secrétaires de mouhafadhas ou mouhafedhs, le nombre atteindra plus de 5 000 ! Autant dire un plébiscite assuré pour Amar Saâdani.



Photo : Samir Sid

Soutien indéfectible de Amar Saâdani à Bouteflika.

«Comme vous le savez, notre congrès aura lieu les 28, 29 et 30 mai prochains. Et nous sommes là pour en parler. Pour vous parler de quelques points importants», dira-t-il à l'ouverture des travaux de la réunion d'hier. Comme d'habitude, Saâdani ressassera son discours sur «la base», les «jeunes», etc.

Invariablement, aussi, il ne manquera pas d'associer le nom de Abdelaziz Bouteflika à tout.

«C'est un congrès, comme vous le savez, qui intervient dans un contexte particulier avec la décision du président du parti, président de la République d'achever le processus de réformes politiques avec la révision de la Constitution qui consacra les

droits de l'opposition et de tous les partis.» Naturellement, Saâdani, parachuté à la tête du parti le 29 août 2013 par Bouteflika, délimitera la ligne politique du prochain congrès : «Notre congrès soutiendra, de manière inconditionnelle, le programme de son excellence le président de la République, président du parti.»

Ce, avant de «lâcher le morceau» carrément : «Je vous transmets et vous confirme les salutations et le soutien du président Bouteflika. Contrairement aux «oui-dire», il suit tout ce qui concerne le parti, vous soutient et compte beaucoup sur le FLN ! Il a toujours été du parti, son parti et le restera.» Sans commentaire !

K. A.

ELLES REGROUPERONT PRÈS DE 1 000 PARTICIPANTS

Assises des jeunes militants
du RCD, demain

Le RCD compte structurer les jeunes militants du parti. Ceci à la faveur d'assises qu'il organise, demain vendredi à Alger.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Dans un communiqué signé de son secrétaire national à la jeunesse, le RCD fait part, en effet, «d'assises de la jeunesse du parti». Un événement qui aura pour cadre la salle Sierra-Maestra et auquel sont attendus près de 1 000 jeunes militants issus de toutes les régions du pays et d'horizons divers parmi les étudiants, cadres, ouvriers et chômeurs.

Il couronnera «le long travail de proximité accompli avec les jeunes» et permettra de les «impliquer dans le combat politique» en favorisant leur «présence effective dans les différentes structures du parti et à tous les niveaux de responsabilité», affirme Yacine Aissiouène. Le marasme social qui affecte la jeunesse d'aujourd'hui, le dysfonctionnement du système édu-



Photo : Samir Sid

Le parti de Mohcen Belabbès veut impliquer les jeunes dans le combat politique.

catif et universitaire qui ne cesse de se dégrader, l'émancipation des jeunes dans le champ sociopolitique et les perspectives tendant à la mise en place des cadres adéquats à la prise en charge de leurs problèmes», seront au menu de cette rencontre.

Des débats qui ne seront pas vains puisque les participants auront à s'organiser

en un conseil des jeunes du parti. Un cadre qui se verra un «espace de concertation, d'échange et d'action pour tous les jeunes Algériens qui aspirent à la liberté, la démocratie et la justice sociale».

Avec comme objectif, poursuit le jeune cadre du RCD, de «jeter les bases d'un grand mouvement qui aura pour mission de ratis-

ser large dans les rangs de cette jeunesse qui représente 70% de la population du pays, de la sensibiliser au combat politique et aux dangers qui guettent l'Algérie avec un pouvoir qui n'a réussi que l'échec dans un pays, pourtant, prédestiné à être la locomotive africaine en matière de démocratie et de développement».

Aussi, estime encore Aissiouène, cette rencontre de demain constitue pour les jeunes Algériens une «opportunité de s'affirmer et de se réapproprier la décision qui engage leur avenir et d'honorer, ainsi, les sacrifices de leurs aînés, en se mobilisant en faveur des libertés et pour le parachèvement du combat de Novembre et de la Soummam qui passe par l'instauration d'un Etat démocratique, social, souverain et respectueux des valeurs culturelles, identitaires et politiques qui fondent la Nation algérienne comme formulées dans l'épreuve par la génération d'avril 1980».

M. K.